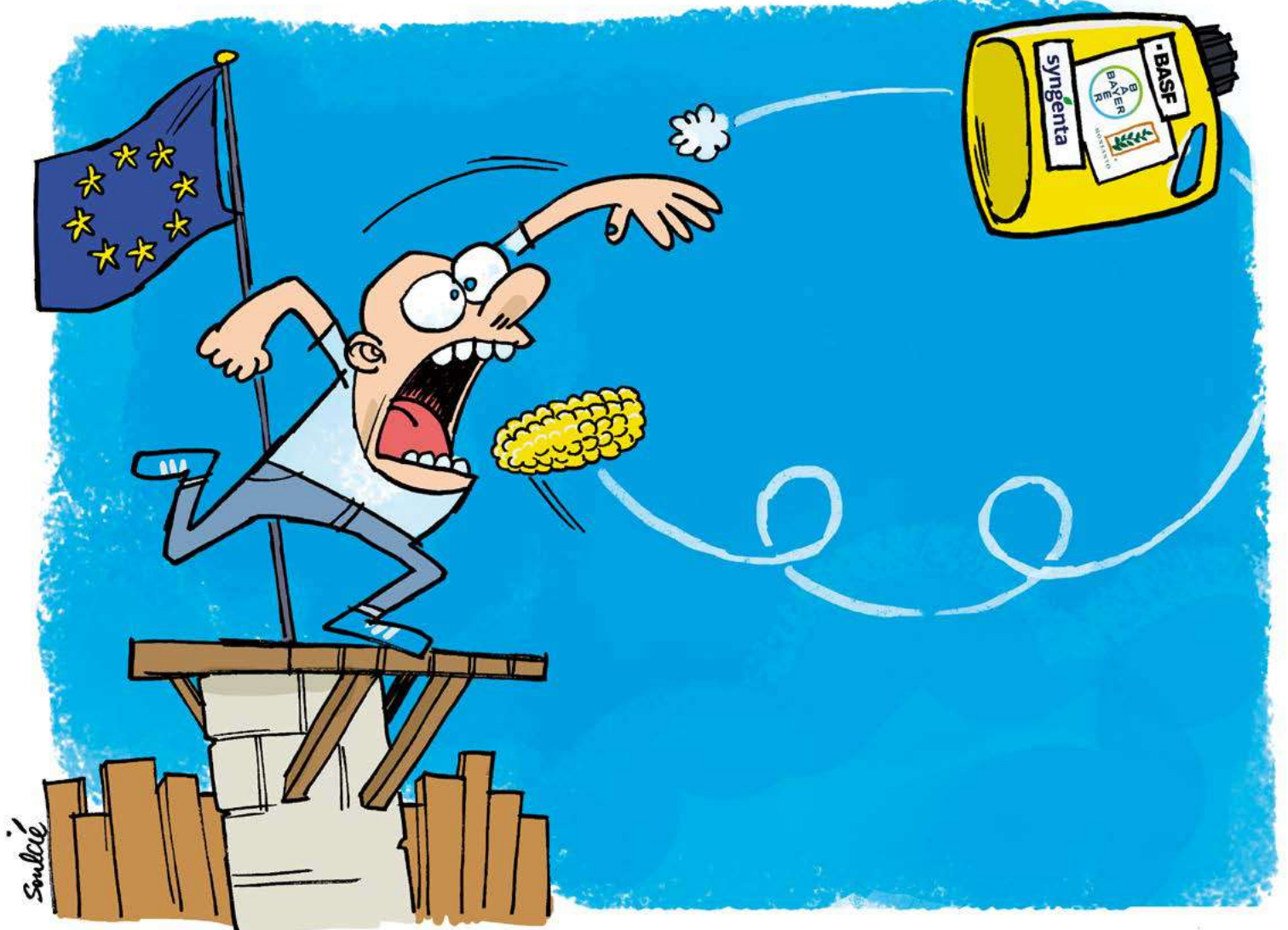


2020

# RAPPORT ANNUEL



# RAPPORT ANNUEL 2020 FOODWATCH FRANCE

|                            |    |
|----------------------------|----|
| Édito                      | 3  |
| Qui est foodwatch ?        | 4  |
| Financement                | 5  |
| Arnaques sur l'étiquette   | 6  |
| Scandales alimentaires     | 8  |
| Alimentation et santé      | 10 |
| Lobbies et multinationales | 13 |
| foodwatch dans les médias  | 14 |

## Rapport annuel 2020

Publication de foodwatch France, association loi 1901 enregistrée au registre national des associations,  
SIRET 79506716400025 © foodwatch France

**Conseil d'administration :** Loïc Cadin (président), Joëlle Le Vourc'h (trésorière), Anne-Marie Schmit (secrétaire),  
Thilo Bode (membre fondateur)

**Directrice de la publication :** Karine Jacquemart

**Ont collaboré à cette publication :** Guillaume Bœuf, Camille Dorioz, Ingrid Kragl

**Crédits :** Soulcie (dessins), picture alliance/Uwe Zucchi/dpa, istockphoto

**Contact :** foodwatch France - 53 rue Meslay 75003 Paris - info@foodwatch.fr - Tél +33 (0) 1 43 20 86 49  
www.foodwatch.fr

# EDITO

Cette année 2020 chahutée par le coronavirus a plus que jamais mis en lumière l'importance d'une alimentation saine pour notre santé et une plus forte résilience. Pour cela, il faut commencer par résister à la pression des lobbies privés et dénoncer les abus de l'industrie agroalimentaire pour faire changer les choses.

Ces objectifs continuent de nous unir. Nous sommes de plus en plus nombreux, et notre voix, en tant que **contre-pouvoir citoyen**, compte de plus en plus. Fin 2020, vous étiez près de 300 000 à suivre nos actions et à y participer. Ensemble, nous enquêtons, nous pointons du doigt les pratiques qui vont à l'encontre des droits des citoyens et de leur santé, nous nommons les responsables, nous militons et nous dialoguons pour plus de transparence et une alimentation saine pour toutes et tous.

En 2020, nous nous sommes mobilisés en particulier pour :

**Enquêter et agir contre les lobbies.** Du lobby des pesticides qui cherchait à profiter de la crise, totalement décomplexé - voir les courriers accablants de Bayer & Co. que nous avons révélés - au lobby des charcutiers qui tente de faire barrage à notre pétition réclamant l'interdiction des nitrites ajoutés qui favorisent l'apparition de cancers pourtant évitables, nous poursuivons le combat de David contre Goliath pour défendre l'intérêt général.

**Exiger l'interdiction de substances potentiellement dangereuses pour la santé dans notre alimentation.**

Une proposition de loi sur la table suite à notre pétition pour faire interdire les additifs à base de nitrites, un engagement de la Commission européenne suite à notre campagne pour mettre fin à la production et l'export de pesticides dangereux en Europe, une nouvelle réglementation européenne qui met en place un seuil de MOAH dans les laits infantiles suite à nos tests de produits et actions pour lutter contre la contamination des laits infantiles par ces dérivés d'hydrocarbures... Les batailles sont rudes et parfois longues, mais 2020 a encore montré qu'avec de la persévérance on peut changer les choses.

**Débusquer les arnaques sur l'étiquette.** Cette année encore, notre équipe et notre communauté de foodwatchers ont déniché des exemples flagrants d'emballages qui induisent en erreur : arnaques au prix, produits « pleins de vide », calendrier du vent. Les marques, les distributeurs et les autorités entendent notre message haut et fort : ça suffit, nous voulons de la transparence.

**Se mobiliser contre les accords de commerce.** Du CETA avec le Canada au MERCOSUR avec l'Amérique latine, foodwatch alerte et alerte encore sur les dangers de ces accords anti-démocratiques.

Nous nous battons pour toutes et tous car, même pour les plus avertis, il est impossible de pouvoir faire des choix totalement éclairés sur son alimentation, dans la jungle de la désinformation actuelle et face à des contaminants et des fraudes invisibles à l'œil nu.



Nous nous battons avec vous. A travers votre soutien, votre mobilisation, vos messages, nous vous savons à nos côtés. Cela décuple notre détermination et garantit notre indépendance.

Vous pouvez compter sur nous. Ensemble, continuons !

**Karine Jacquemart,**  
directrice générale  
foodwatch France

# QUI EST FOODWATCH ?

## QUI EST FOODWATCH ?

Fondée en 2002 en Allemagne par Thilo Bode en réaction au scandale de la vache folle, foodwatch est également aux Pays-Bas depuis 2009, en France depuis 2013, à Bruxelles, et en Autriche depuis fin 2020. foodwatch est une ONG indépendante européenne. En France, c'est une association Loi 1901.



L'équipe de foodwatch France (de gauche à droite) : Camille (campagnes), Ingrid (information), Guillaume (digital), Quentin (administratif et finances), Karine (direction) et Davila (dons et base de données)

## MISSION

foodwatch défend les droits des citoyens et citoyennes à plus de transparence dans le secteur alimentaire et à l'accès à une alimentation saine.

A travers ses actions de lanceur d'alerte et de mobilisation, foodwatch fait la lumière sur les pratiques de l'industrie alimentaire afin qu'elles changent

et que les autorités publiques fassent véritablement respecter nos droits.

Face à l'opacité du marché alimentaire en France et en Europe, nous menons des enquêtes pour révéler des informations et scandales au grand jour. Face à l'impunité, nous nommons et exposons les responsables pour qu'ils rendent des comptes. foodwatch développe ainsi un véritable contre-pouvoir citoyen face aux lobbies de l'industrie agroalimentaire et crée un espace de débat public, là où il est trop souvent confisqué.

Nos activités couvrent des thèmes variés liés à notre alimentation : scandales et fraudes alimentaires, transparence sur l'étiquetage et emballages trompeurs, impact de notre alimentation sur la santé, menaces des accords de libre-échange, etc.

## PARTENAIRES

foodwatch travaille en étroite collaboration avec des experts (scientifiques, juristes, etc.) et des partenaires-clés sur plusieurs campagnes, par exemple : le Réseau Environnement Santé (RES) présidé par André Cicollela, toxicologue, sur la contamination des aliments, Générations futures sur les pesticides, Agir pour l'Environnement sur l'additif E171, Bloom sur les poissons, le collectif Stop Tafta/CETA et l'Institut Veblen sur les accords de commerce, et bien sûr l'application Yuka et la Ligue contre le cancer avec qui nous avons initié une pétition contre les nitrates ajoutés à notre alimentation.

## FINANCEMENT DE FOODWATCH – 100% INDEPENDANT

**L'indépendance est l'un des piliers de foodwatch, y compris lorsqu'il s'agit de notre financement. Pour garantir cette indépendance, foodwatch refuse toute subvention publique, ou d'entreprises qui pourraient présenter le moindre conflit d'intérêt.**

C'est grâce au soutien de nos donateurs et donatrices, citoyens et citoyennes acteurs du changement que nous pouvons mener nos enquêtes, travailler avec des avocats et autres experts, faire des tests en laboratoires, publier dossiers et révélations et tout simplement mener les combats nécessaires pour protéger notre alimentation.

Merci. Plus nous sommes nombreux, plus notre voix en tant que contre-pouvoir citoyen a du poids.



I Davila, chargée base de données et relation donateurs-trices

marketing

réalité

## ARNAQUES SUR L'ÉTIQUETTE



### Le problème

Crise sanitaire ou pas, l'imagination de certains industriels est restée débordante en 2020 quand il s'est agi d'induire en erreur le consommateur pour gonfler leurs marges. En plus des centaines de produits que vous nous envoyez au cours de l'année, nous avons épinglé des distributeurs qui vendent les formats familiaux ou Maxi plus cher que les formats standards, des marques qui surdimensionnent sans raison apparente des produits qui finissent donc « pleins de vide » et bien sûr une sélection spéciale Noël dans notre calendrier du vent, avec par exemple une confiture Monoprix 10 fois plus chère juste à cause

de sa mention « pour foie gras » ou une soupe Liebig « courgette et chèvre » avec 0,1% de chèvre en poudre...

Sur les emballages, ces pratiques abusives ne sont pas l'exception. Et pourquoi s'en priver, puisque ce n'est pas sanctionné ? La législation n'est pas appliquée de manière assez stricte. Résultat : les rayons des supermarchés regorgent d'arnaques sur les étiquettes et vous êtes de plus en plus nombreux à nous alerter sur ce sujet.

Face à ce genre d'abus, en tant que contre-pouvoir citoyen, nous sommes votre porte-voix.

### Ensemble, nous agissons

Voilà près de sept ans déjà que foodwatch France traque et dénonce les arnaques sur les étiquettes, avec le soutien de dizaines de milliers de personnes. Aujourd'hui, les acteurs de l'industrie agroalimentaire savent que notre communauté les observe attentivement à travers tout le territoire, à tous les étages des rayons des supermarchés. Et le sujet n'est plus restreint à notre bulle de *foodwatchers* - les médias s'en emparent et nos demandes trouvent de plus en plus d'écho ! Avec nos campagnes et la publication de « jeudi arnaques » sur les réseaux sociaux, la pression citoyenne augmente sur les fabricants et distributeurs, car ils sont tous deux responsables.



# #MaxiFormatMaxiPrix

## Arnaque sur l'étiquette



Dans la campagne Maxi-format Maxi-Prix, notre cible était les distributeurs qui profitent d'un biais (qu'ils ont créé) dans l'inconscient collectif selon lequel « acheter en grand format est moins cher qu'en petit format ». En pleine première vague du COVID - alors que beaucoup de gens achetaient justement en gros pour éviter de venir trop souvent au supermarché - il était temps de dénoncer cette pratique. Les distributeurs ont réagi à leur façon : changement de prix en catimini ou suppression de la référence chez Auchan, Carrefour et E. Leclerc... pendant que Super U et Cora tentaient de nous endormir avec des explications pseudo-techniques. Finalement, seuls Intermarché, Casino et Monoprix se sont engagés à supprimer cette arnaque sur l'étiquette de leurs rayons. Notre dossier Plein de vide de la rentrée a, lui, ciblé les fabricants qui n'hésitent pas à surdimensionner les emballages de leurs produits sans raison évidente. Cela leur permet d'avoir un maximum d'espace pour le marketing tout en induisant en erreur le consommateur sur la véritable quantité de produit acheté. Une campagne coup de poing face à un scandale à la fois économique, éthique et environnemental de gaspillage d'emballage. Si 7 marques pointées du doigt se sont rapidement engagées à remédier à ces abus, cette campagne ne s'arrêtera pas là. De très nombreux produits nous parviennent encore avec des

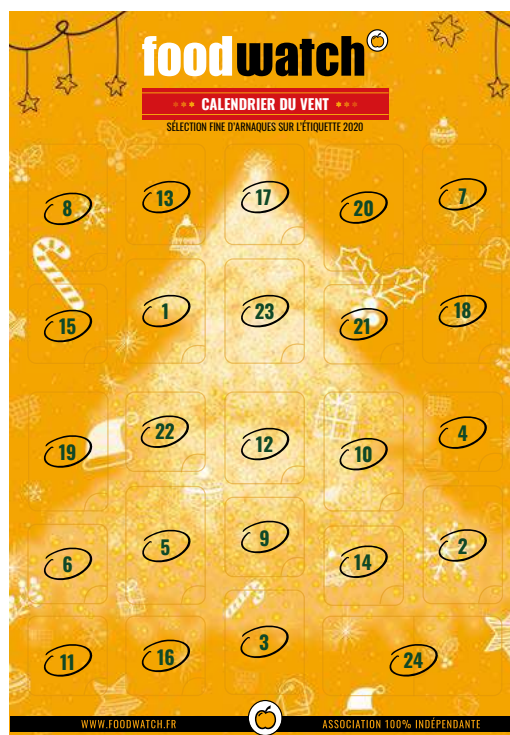
**NOTRE IMPACT EN 2020**  
17 fabricants épinglés par foodwatch ont réalisé - ou prévu - un changement sur leurs produits.

packagings dont la démesure semble injustifiable. L'année s'est achevée avec notre Calendrier du vent 2020 : un condensé de 24 arnaques sur l'étiquette à découvrir chaque jour pendant le mois de décembre jusqu'à Noël. Comme l'année précédente, son succès a obligé 6 marques à modifier les étiquettes de leurs produits. Un cru 2020 réussi, puisque certaines marques ont changé leurs pratiques et que toutes les autres savent qu'on les observe et qu'on peut dénoncer leurs abus à tout moment dans l'année. Et par-dessus tout, les responsables politiques ont compris qu'ils allaient devoir agir pour ce que nous voulons tous : plus de transparence.

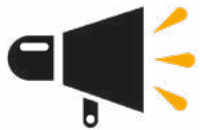
### Pourquoi il faut continuer

Faire reconnaître le manque de transparence par les responsables politiques, c'est déjà un premier pas. Mais le chemin est encore long pour obtenir les changements attendus dans la réglementation, et surtout faire appliquer plus strictement les règles existantes. Du côté des industriels, certains font toujours la sourde oreille. Comme Vahiné, dont le produit gousse de vanille en poudre sucré contient à peine 30% de véritable vanille, les près de 3/4 restants sont des gousses épuisées et du sucre. La marque a tenté de justifier cette arnaque

sur l'étiquette sans vouloir changer ni le produit ni la recette. Les actions de foodwatch et la mobilisation citoyenne sont plus que jamais nécessaires pour pousser les fabricants et distributeurs à être plus honnêtes, aboutir à des réglementations plus protectrices et à des sanctions pour obtenir plus de transparence. La campagne Arnaques sur l'étiquette n'est pas une simple bagarre sur le marketing. Elle défend le droit de toutes et tous à savoir ce qu'il y a dans nos assiettes.



# SCANDALES ALIMENTAIRES



## Le problème

Sept ans après [l'affaire Spanghero](#), les consommateurs-trices ne sont

toujours pas suffisamment protégés contre les fraudes et scandales alimentaires. Contrôles insuffisants, traçabilité défaillante et manque total de transparence : les produits potentiellement dangereux ou frauduleux ne sont souvent identifiés qu'une fois vendus et consommés. Et la plupart du temps, impossible pour les citoyens de connaître les détails.

## Ensemble, nous agissons

foodwatch interpelle les fabricants mais aussi les autorités. Par nos actions, pétitions, courriers et rendez-vous, nous les poussons à être de plus en plus transparents mais nous sommes encore loin du compte.

En 2020, nous avons mené l'enquête et demandé des comptes aux autorités de contrôle particulièrement sur deux dossiers :

### • **Transparence : des exceptions de changement de recettes dans le contexte coronavirus**

Le coronavirus et les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement ont permis aux fabricants agroalimentaires de [déroger aux règles](#). Ils se sont donc mis à changer leurs recettes, l'origine de leurs ingrédients mais sans le renseigner sur les étiquettes ! Une situation totalement opaque pour

les consommateurs et révélée par foodwatch. Nous avons même poussé la Répression des fraudes à publier la liste des marques qui se permettaient ces pas de côté tolérés par les autorités en cette période de crise. On a découvert que des distributeurs prétendant favoriser les filières françaises se fournissaient en réalité en Espagne, en Allemagne, en Italie ; que des œufs soi-disant plein air étaient remplacés par des œufs de batterie, etc.

### • **Graines de sésame contaminées**

Nous avons aussi dénoncé publiquement en novembre [le scandale des graines de sésame contaminées](#) à l'oxyde d'éthylène, une substance toxique et interdite en Europe puisqu'elle est mutagène, cancérigène et toxique pour la reproduction. On retrouve ces minuscules graines absolument partout. L'affaire est mondiale. Plus de 4 000 produits rappelés en France à l'heure où nous publions ces lignes (biscottes, pain, tahini, magret de canard, etc.), parfois retirés des rayons en catimini et une liste qui ne cesse de s'allonger de jour en jour sans que les fabricants qui commercialisent des produits non-conformes ne soient inquiétés ou sanctionnés. foodwatch continue de mener l'enquête.

## LE CHIFFRE

Moins 33% d'inspections sur la sécurité sanitaire des aliments entre 2012 et 2019.

Source : rapports annuel de la DGAL (Direction générale de l'alimentation, ministère de l'Agriculture)

## Pourquoi il faut continuer

Il faut briser le cercle infernal qui permet aux



scandales alimentaires de s'enchaîner avec un schéma quasi immuable : opacité pour les consommateurs, manque de traçabilité et sous-effectifs criants au sein des organes de contrôle.

Nous ne lâcherons rien parce que les problèmes sont récurrents et nous ne sommes plus seuls à les pointer du doigt. Ainsi, en 2019, un nouveau rapport de la Cour des comptes consacrait un chapitre entier au contrôle de la sécurité sanitaire de l'alimentation et confirmait ce que foodwatch dénonce, mais aussi propose, scandale après scandale : « Des insuffisances subsistent à toutes les étapes de la chaîne de contrôle de la sécurité sanitaire de l'alimentation, depuis les autocontrôles réalisés par les entreprises jusqu'à la publication des résultats des inspections ».

A chaque nouveau scandale, nous découvrons les informations au compte-goutte. Nous réalisons alors que nous avons souvent déjà consommé ces produits.

Fin 2020, nous avons mis la dernière main à la rédaction d'une énorme enquête sur les fraudes alimentaires : « Manger du faux pour de vrai » publiée aux éditions Robert Laffont.





# ALIMENTATION ET SANTÉ



## Le marketing de la malbouffe : le va-tout des industriels

### Le problème

En France, 1 enfant sur 6 est en surpoids ou obèse. Résultat : cela touche un adulte sur deux et devient un facteur aggravant de risques pour la santé. Pendant ce temps, la surcharge pondérale représente un coût social de plusieurs dizaines de milliards d'euros par an. Les faits sont là, mais les responsabilités sont passées sous silence. Pourtant, soyons clairs : fabricants et distributeurs de la malbouffe jouent un rôle majeur dans cette situation. D'abord, parce qu'ils vendent des produits trop gras, trop sucrés, trop salés. Ensuite, parce qu'ils les font passer pour plus sains et plus attractifs qu'ils ne le sont réellement. Pour cela, ils utilisent deux stratégies particulièrement préoccupantes : la désinformation sur les emballages et les publicités et pratiques marketing qui ciblent les enfants, public vulnérable.

### Ensemble, nous agissons

#### • Détournement d'image

Certaines marques n'ont aucune limite pour maquiller la vraie nature de leurs produits et il est

temps de leur dire stop. Ainsi, quand on a vu une publicité où Daddy affirmait sans sourciller que « le sucre est une plante », le tout en plein débat sur la ré autorisation de l'utilisation des néonicotinoïdes - insecticides « tueurs d'abeilles » - pour la production de betteraves à sucre... Nous n'avons pas pu nous empêcher de [détourner leurs visuels à la sauce foodwatch](#) et de lancer une action pour mettre fin à cette publicité.

#### • Marketing qui cible les enfants :

#### Santé publique France, Convention citoyenne et poids des lobbies

Nous militons depuis plus de trois ans pour que l'interdiction de la publicité et du marketing qui ciblent les enfants pour les produits trop sucrés, trop gras, trop salés à la télé comme sur internet soit inscrite dans une loi. Après un blocage par la majorité dans la loi de 2018 sur l'agriculture et

## NUTRI-SCORE



**Daddy vous rappelle que le sucre est une plante.**

Fait-il donc partie des 5 fruits et légumes quotidiens ?!

#DaddyPasCool

**Daddy, bien sucre !**

POUR VOTRE SANTÉ, MANGEZ AU MOINS CINQ FRUITS ET LÉGUMES PAR JOUR - WWW.MANGERBOUGER.FR

**foodwatch®**

l'alimentation, la réforme de l'audiovisuel devait être en 2020 le meilleur moyen d'y arriver. La crise Covid-19 a malheureusement remis cette réforme, mais bonne nouvelle : cette mesure fait partie des 150 propositions que la Convention citoyenne pour le climat a mises sur la table en juin 2020. De plus, un nouveau rapport de Santé publique France a entériné le verdict de tous les experts : les engagements volontaires des entreprises ne suffisent pas, il faut protéger les enfants par une loi.

### Pourquoi il faut continuer

Alors, c'est gagné ? Ce serait sans compter sur le lobby de la malbouffe : foodwatch a révélé publiquement fin 2020 [une lettre de l'ANIA](#), qui représente les industries alimentaires, adressée à quatre ministres pour insister sur l'inutilité d'encadrer davantage le marketing qui cible les enfants pour leurs produits, même ceux trop sucrés, trop gras, trop salés.

Finalement, le gouvernement semble aller vers un énième désistement, préférant encore une fois croire dans les promesses des industriels plutôt que dans les études sérieuses (Organisation mondiale de la santé, Cour des comptes, Santé publique France, etc.). Mais nous ne lâcherons pas.

Sur la question des apports nutritionnels de notre alimentation, rappelons aussi que la bataille continue avec le Nutri-score. En effet, ce logo nutritionnel qui permet de comparer d'un coup



d'œil la qualité nutritionnelle des produits dans une même gamme doit absolument être rendu obligatoire dans toute l'Europe, et pas seulement demeurer volontaire comme c'est le cas aujourd'hui. Nous allons donc continuer à pousser ce sujet au niveau européen.

## Contaminants, additifs : substances potentiellement dangereuses dans nos assiettes

### Le problème

Glyphosate et autres résidus de pesticides dans nos fruits et légumes, dérivés d'hydrocarbures (huiles minérales) dans les laits en poudre pour bébés, additifs controversés : beaucoup d'intrus s'invitent dans nos assiettes, alors qu'ils n'ont rien à y faire et sont potentiellement dangereux pour la santé.

### Ensemble, nous agissons

#### • Additifs controversés : Vers la fin des nitrites ajoutés.

Un an après le lancement fin 2019 de notre pétition - avec Yuka et la Ligue contre le cancer - et plus de 330 000 signatures, nous avons remporté une première bataille : l'interdiction des nitrites ajoutés dans l'alimentation fait l'objet d'une proposition de loi. Cette avancée politique fait suite à notre campagne



et à une mission parlementaire qui a auditionné des dizaines d'acteurs, dont foodwatch et a conclu à la nécessité de mettre fin aux nitrites et nitrates ajoutés dans la charcuterie, à cause de risques de cancer évitables. En attendant, les industriels de la charcuterie jouent un double jeu : tandis qu'ils vendent une partie de leurs produits sans nitrite à prix d'or et à grand renfort de communication, ils se cachent derrière leur fédération pour mettre en demeure Yuka et attaquer notre pétition dans une tentative désespérée d'empêcher l'interdiction de ces additifs.

#### • Dérivés d'hydrocarbures :

Après avoir révélé avec nos tests de produits la contamination de laits en poudre pour bébés de Danone et Nestlé par des huiles minérales appelées MOAH - des dérivés de pétrole reconnus cancérigènes, mutagènes et perturbateurs endocriniens, nous avons saisi pas moins de 109 préfets en France et mis la pression sur les décideurs

politiques. Victoire ! La Commission européenne a fixé pour la première fois un seuil de contamination pour les laits infantiles, à 1mg/kg : au-dessus de ce seuil, ces produits ne peuvent plus être vendus.

#### • Pesticides : Stop au boomerang empoisonné.

foodwatch a dénoncé en avril le scandale du « double standard » sur les pesticides : les pesticides dangereux pour la santé et l'environnement dont l'utilisation est interdite dans l'UE peuvent toujours être produits dans les pays européens et exportés vers d'autres pays. Les résidus de ces pesticides reviennent ensuite dans nos assiettes via les importations de fruits et légumes qui ont été traités avec ces substances toxiques. Après des mois de pression, la Commission européenne s'est enfin engagée à y mettre fin.

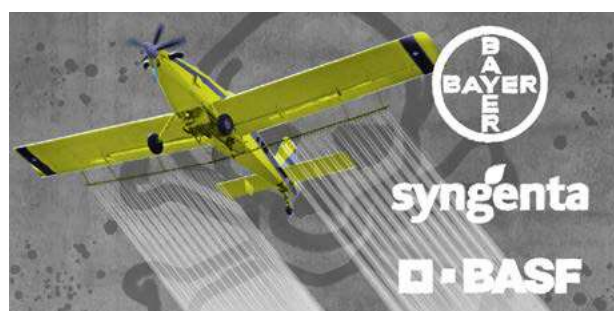
### Pourquoi il faut continuer

Avoir des substances potentiellement dangereuses pour la santé dans nos assiettes n'est pas une fatalité. C'est aux autorités publiques de mettre en place des règles pour protéger la santé de tous.

Les débats avancent, mais seulement quand on maintient la pression. Sur les nitrites, la proposition de loi doit être débattue fin 2021. Les industriels de la charcuterie essaient d'allumer des contrefeux pour éviter une interdiction de ces additifs controversés. Nous les tenons à l'œil et allons continuer à dénoncer leur double-jeu intolérable.

Sur les huiles minérales, avoir obtenu une réglementation européenne forte contre la contamination des laits infantiles est une vraie victoire ! Mais nous voulons que tous les produits alimentaires soient protégés de ces substances dangereuses pour la santé invisibles à l'œil nu.

Quant aux pesticides, la route est encore longue et parmi les débats à venir : les Etats européens devront décider d'ici 2022 de renouveler l'autorisation du glyphosate en Europe ou non. Ils avaient décidé fin 2017, après des débats houleux, de renouveler cette substance controversée de Monsanto pour 5 ans. Tout reste donc à faire.





# LOBBIES ET MULTINATIONALES



## Conflits d'intérêt

### Le problème

Nous dénonçons depuis 2019 l'utilisation de sponsors privés par la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne.

### Ensemble, nous agissons

Saisie par une plainte de foodwatch, la médiatrice de l'Union Européenne, Emily O'Reilly, a conclu que « l'utilisation du parrainage par la Présidence comporte des risques d'atteinte à la réputation que le Conseil devrait aborder » et recommande des directives claires. foodwatch surveille, dénonce la présidence portugaise début 2021 qui continue à avoir recours à des parrainages et demande à la France de s'engager, alors que notre pays va présider l'UE de janvier à juin 2022.

## Accords de libre-échange antidémocratiques

### Le problème

L'Union européenne – Etats membres et Commission - continue sa fuite en avant en multipliant les accords de libre-échange, CETA (avec le Canada) et MERCOSUR (avec le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay) en tête...

Pourtant, ils présentent des dangers pour les droits sociaux et la protection des consommateurs, l'environnement, et même nos principes démocratiques. Ces accords dits « de nouvelle

génération » considèrent à peu près tout comme des barrières au commerce à supprimer ou à contourner, y compris les règles sur les pesticides, les OGM, etc.

### Ensemble, nous agissons

foodwatch documente et alerte en Europe pour bloquer ces accords : rapports, débats au Parlement européen et en France, révélations dans les médias, mobilisation.

### Pourquoi il faut continuer

Le CETA peut encore être bloqué en France. Il doit être soumis au vote du Sénat et revenir devant l'Assemblée nationale si celui-ci s'oppose.

Quant au MERCOSUR qui menace particulièrement les forêts et populations amazoniennes, les agriculteurs des deux côtés de l'Atlantique et notre alimentation, nous continuons avec une coalition d'organisations de la société civile à mettre la pression sur les dirigeants des Etats membres et de la Commission européenne pour l'abandonner.



# FOODWATCH DANS LES MÉDIAS

Malgré une année 2020 très focalisée sur la pandémie du côté des médias, ceux-ci ont tout de même largement relayé les informations révélées par foodwatch France, parfois d'ailleurs en lien avec la crise du virus. Nous constatons chaque jour combien la pression médiatique pousse les fabricants et décideurs politiques à réagir. La presse les interpelle, vous informe, partage nos campagnes d'intérêt public.

## ARNAQUES SUR L'ÉTIQUETTE

**Les industriels désormais autorisés à changer les recettes sans informer le consommateur**

Faute d'approvisionnement, les fabricants ont temporairement obtenu plus de souplesse sur ce qui inquiète les ONG.

Confrontée à des difficultés d'approvisionnement, l'industrie agroalimentaire peut temporairement modifier ses recettes sans le préciser sur l'étiquette, s'inquiète vendredi l'ONG Foodwatch, qui appelle

En pleine crise de Covid-19, les industriels changent les recettes sans modifier les étiquettes : info dans Konbini, Le Figaro, La Dépêche, Reporterre, Consoglobe, Le Progrès, etc.

L'INVITÉ DU JOUR  
LONG FOODWATCH DÉNONÇE DES EMBALLAGES TROMPEURS !

**Produits alimentaires : Foodwatch brocarde des emballages « pleins de vide »**

Sauvages, naïfs, victimes... L'association de défense des consommateurs dénonce des industriels de promo-légers emballages qui se réfèrent pas la quantité de produits à l'intérieur et réduisent les clients en arnaque.

**PLEIN DE VIDE : des emballages démesurés cachent une petite quantité de produits.**

Camille Dorioz, responsable de campagnes, en a parlé sur France 5, BFM, C8, TF1 et à beaucoup d'autres médias (Le Parisien, Le Figaro, Grazia, etc.). Karine Jacquemart dans le JT de TF1.

**TROP D'EMBALLAGE TUE L'EMBALLAGE ?**

Dix personnes ont été tuées dans l'effondrement d'un immeuble d'étages, dans l'ouest de Bombay en Inde.

60% VIDE.

100% PLEIN? 60% VIDE

KARINE JACQUEMART  
DIRECTRICE GÉNÉRALE - FOODWATCH FRANCE

**Foodwatch pointe du doigt les marques dont les emballages sont « pleins de vide »**

Sept marques de produits alimentaires sont visées par une pétition lancée par l'association de défense des consommateurs.

58% VIDE.

Des emballages qui ne manquent pas d'air !

**COURSES : LES PRODUITS EN FORMATS FAMILIAUX PLUS CHERS**



**ARNAQUES SUR L'ÉTIQUETTE**



**MAXI FORMAT = MAXI PRIX**  
Les produits grands formats vendus plus chers au kilo que leur format standard dans L'Express, sur Cnews, etc.

Distribution : une "arnaque" sur les formats dénonce Foodwatch



**CALENDRIER DU VENT : 24 arnaques à découvrir jusqu'à Noël.** Camille Dorioz dans le JT de France 2, Le Figaro, Le Parisien, de nombreuses radios, etc. Karine Jacquemart, directrice générale, sur France Info.



**Le Canard enchaîné**

février 2020 - N°5180

**Mange ton poisson et tais-toi**

COMMENT redonner le goût du poisson aux Français ? Chaque année, nous consommons en moyenne 34 kg de poisson et fruits de mer, contre 36 kg il y a dix ans. Une arête dure à avaler pour nos 15 000 marins pêcheurs. Afin que les nouvelles réglementations

**LOBBY DE LA PÊCHE DANS LES ÉCOLES**

Avec Bloom, nous avons dénoncé la désinformation dans les écoles : article dans Le Canard enchaîné, sur Geo, etc.



**LOBBIES**



**SCANDALE SANITAIRE : sésame contaminé à l'oxyde d'éthylène interdit**  
Rappel massif de plusieurs milliers de produits bruts ou transformés : dans Le Parisien, Santé magazine, etc.

**SANTÉ**



**SANTÉ : contamination par des dérivés d'hydrocarbures (huiles minérales)**  
Les autorités françaises reconnaissent que foodwatch avait raison d'alerter : Doctissimo, Medisite, etc.



**SANTÉ : additifs nitrés favorisant le cancer**  
La pétition lancée avec La ligue contre le cancer et Yuka pour interdire les nitrates ajoutés dérange les industriels de la charcuterie mais on a dénoncé leur double discours partout dans les médias : JT de M6, L'Express, Le Monde, L'Obs, RTL, Marianne, Ouest France, Capital, Cnews, Journal du dimanche, France Bleu, Doctissimo, Santé magazine, etc.



## ■ foodwatch France

53 rue Meslay 75003 Paris

+33 (0) 1 43 20 86 49

E-mail : [info@foodwatch.fr](mailto:info@foodwatch.fr)

[www.foodwatch.fr](http://www.foodwatch.fr)



foodwatchFR



@foodwatch\_fr



@foodwatch\_fr



YouTube foodwatchFR

**foodwatch**  alimente le débat.



**Exercice clos le 31/12/2020.**

**Foodwatch FRANCE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**À l'Assemblée générale de l'association foodwatch France**

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association foodwatch France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 18 mars 2021.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

*Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

*Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode », au début de l'annexe des comptes annuels, concernant la présentation des comptes en raison d'un changement de réglementation comptable.

**Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le

cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- La présentation des produits d'exploitation dans le compte de résultat, dans le compte de résultat par origine et destination et le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public
- le classement des dettes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Vérifications spécifiques**

- Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.
- Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles

puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante

A Paris, le 2 juin 2021

**Le commissaire aux comptes**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Maeder', written over a horizontal line.

**Raymond MAEDER**

## Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
  - il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



# Bilan Actif

| Etat exprimé en euros  |  | 31/12/2020     |                   |                | 31/12/2019     |
|--|--|----------------|-------------------|----------------|----------------|
|  |  | Brut           | Amort. et Dépréc. | Net            | Net            |
| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>  | <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>               |                |                   |                |                |
|  | Frais d'établissement                              |                |                   |                |                |
|  | Frais de recherche et de développement             |                |                   |                |                |
|  | Donations temporaires d'usufruit                   |                |                   |                |                |
|  | Concessions brevets droits similaires              | 328            | 328               |                |                |
|  | Fonds commercial (1)                               |                |                   |                |                |
|  | Autres immobilisations incorporelles (1)           |                |                   |                |                |
|  | Immobilisations incorporelles en cours             |                |                   |                |                |
|  | Avances et acomptes                                |                |                   |                |                |
|  | <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                 |                |                   |                |                |
|  | Terrains   |                |                   |                |                |
|  | Constructions                                      |                |                   |                |                |
|  | Installations techniques, mat. et outillage indus. |                |                   |                |                |
| Autres immobilisations corporelles                             | 22 231   | 18 814         | 3 417             | 6 100          |                |
| Immobilisations grevées de droits                              |  |                |                   |                |                |
| Immobilisations corporelles en cours                           |  |                |                   |                |                |
| Avances et acomptes  |  |                |                   |                |                |
| <b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b> |  |                |                   |                |                |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>                         |  |                |                   |                |                |
| Participations évaluées selon mise en équival.                 |  |                |                   |                |                |
| Autres participations  | 61   |                | 61                | 61             |                |
| Créances rattachées à des participations                       |  |                |                   |                |                |
| Autres titres immobilisés                                      |  |                |                   |                |                |
| Prêts  |  |                |                   |                |                |
| Autres immobilisations financières                             | 6 965  |                | 6 965             | 6 870          |                |
| <b>TOTAL ( I )</b>   | <b>29 585</b>                                      | <b>19 142</b>  | <b>10 443</b>     | <b>13 031</b>  |                |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>   | <b>STOCKS ET EN-COURS</b>                          |                |                   |                |                |
|  | Matières premières, approvisionnements             |                |                   |                |                |
|  | En-cours de production de biens                    |                |                   |                |                |
|  | En-cours de production de services                 |                |                   |                |                |
|  | Produits intermédiaires et finis                   |                |                   |                |                |
|  | Marchandises                                       |                |                   |                |                |
|  | Avances et Acomptes versés sur commandes           |                |                   |                | 208            |
|  | <b>CREANCES (3)</b>                                |                |                   |                |                |
|  | Créances clients, usagers et comptes rattachés     | 7 665          |                   | 7 665          | 5 320          |
|  | Créances reçues par legs ou donations              |                |                   |                |                |
| Autres créances  | 2 003  |                | 2 003             |                |                |
| <b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>                         |  |                |                   |                |                |
| <b>DISPONIBILITES</b>  | 266 721  |                | 266 721           | 245 022        |                |
| <b>COMPTES DE REGULARISATION</b>                               | Charges constatées d'avance                        | 11 135         |                   | 11 135         | 21 423         |
|  | <b>TOTAL ( II )</b>                                | <b>287 524</b> |                   | <b>287 524</b> | <b>271 973</b> |
|  | Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )        |                |                   |                |                |
| Primes de remboursement des obligations ( IV )                 |  |                |                   |                |                |
| Ecart de conversion actif ( V )                                |  |                |                   |                |                |
| <b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>                                   | <b>317 109</b>                                     | <b>19 142</b>  | <b>297 968</b>    | <b>285 003</b> |                |
| (1) dont droit au bail   |  |                |                   | 6 870          |                |
| (2) dont à moins d'un an                                       |  |                |                   |                |                |
| (3) dont à plus d'un an  |  |                |                   |                |                |

9

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

|   |  | 31/12/2020   | 31/12/2019     |
|---|--|--|----------------|
| <b>FONDS PROPRES</b>                            | <b>Fonds propres sans droit de reprise</b>                                   | <b>Fonds propres</b>   |                |
|   | Fonds propres statutaires  | Fonds associatifs sans droit de reprise<br><i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subv d'inv affectées à des biens renouv</i> |                |
|   | Fonds propres complémentaires  | Ecarts de réévaluation   |                |
|   | <b>Fonds propres avec droit de reprise</b>                                   | Réserves   |                |
|   | Fonds propres statutaires  |  |                |
|   | Fonds propres complémentaires  |  |                |
|   | Ecarts de réévaluation   |  |                |
|   | Réserves   |  |                |
|   | Réserves statutaires ou contractuelles                                       |  |                |
|   | Réserves pour projet de l'entité   |  |                |
| Autres  |  |  |                |
| Report à nouveau                                | Report à nouveau   | (587 202)  | (612 917)      |
| Excédent ou déficit de l'exercice               | Résultat de l'exercice   | (5 334)  | 25 715         |
| Total des fonds propres (situation nette)       | Total des fonds propres  | (592 537)  | (587 202)      |
|   | Fonds associatifs avec droit de reprise                                      |  |                |
|   | - Apports  |  |                |
|   | - Legs et donations  |  |                |
|   | - Subv d'inv affectées biens renouv  |  |                |
|   | Droits des propriétaires   |  |                |
|   | Ecarts de réévaluation   |  |                |
|   | Fonds propres consommables   |  |                |
|   | Subventions d'investissement   |  |                |
|   | Provisions réglementées  |  |                |
|   | Total des autres fonds propres   |  |                |
|   | Total des fonds propres   Total des fonds associatifs                        | (592 537)  | (587 202)      |
| <b>Fonds reportés et dédiés</b>                 | Fonds reportés liés aux legs ou donations                                    | Fonds dédiés sur legs et donations   |                |
|   | Fonds dédiés sur subventions d'exploitation                                  | Sur subventions de fonctionnement  |                |
|   | Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes               | Sur dons manuels   |                |
|   | Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public                  |  |                |
|   | Total des fonds reportés et dédiés   |  |                |
| <b>Provisions</b>                               | Provisions pour risques  |  |                |
|   | Provisions pour charges  |  |                |
|   | Total des provisions   |  |                |
| <b>DETTES (1)</b>                               | <b>DETTES FINANCIERES</b>  |  |                |
|   | Emprunts obligataires convertibles   |  |                |
|   | Autres emprunts obligataires   |  |                |
|   | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)                      |  |                |
|   | Emprunts et dettes financières divers  | 760 000  | 760 000        |
|   | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours                             |  |                |
|   | <b>DETTES D'EXPLOITATION</b>   |  |                |
|   | Dettes fournisseurs et comptes rattachés                                     | 38 833   | 22 338         |
|   | Dettes des legs ou donations   |  |                |
|   | Dettes fiscales et sociales  | 80 698   | 82 568         |
| <b>DETTES DIVERSES</b>                          |  |  |                |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés |  |  |                |
| Autres dettes                                   | 10 973   | 7 300  |                |
| Produits constatés d'avance                     |  |  |                |
|   | Total des dettes   | 890 504  | 872 206        |
|   | Ecarts de conversion passif  |  |                |
|   | <b>TOTAL PASSIF</b>  | <b>297 968</b>   | <b>285 003</b> |
|   | Résultat de l'exercice exprimé en centimes                                   | (5 334,21)   | 25 714,53      |
|   | (1) Dont à moins d'un an   | 130 504  | 872 206        |
|   | (2) Dont concours bancaires courants, et soldés créditeurs de banques et CCP |  |                |

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

|   |   | 12 mois                                | 12 mois        |         |
|---|---|--|----------------|---------|
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>  | Cotisations   | Cotisations                            | 90             |         |
|   | Vente de biens et services  |  |                |         |
|   | Ventes de biens   | Ventes mses, produits fabriqués        |                |         |
|   | dont ventes de dons en nature   |  |                |         |
|   | Ventes de prestations de service                                      | Prestations de services                |                |         |
|   | dont parrainages  |  |                |         |
|   |   | Productions stockée                    |                |         |
|   |   | Production immobilisée                 |                |         |
|   | Produits de tiers financeurs  |  |                |         |
|   | Concours publics et subventions d'exploitation                        | Subventions d'exploitation             |                |         |
|   | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable |  |                |         |
|   | Ressources liées à la générosité du public                            |  |                |         |
|   | Dons manuels  | Dons                                   | 406 431        |         |
|   | Mécénats  |  |                |         |
| Legs, donations et assurances-vie   | Legs et donations   |  |                |         |
| Contributions financières   |   | 355 533                                |                |         |
|   | Autres produits   |  |                |         |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges |   |  |                |         |
| Utilisations des fonds dédiés   |   |  |                |         |
| Autres produits   | Autres produits   | 8 757                                  | 809 246        |         |
| <b>Total des produits d'exploitation</b>  |   | <b>770 811</b>                         | <b>809 246</b> |         |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>   | Achats de marchandises  |  |                |         |
|   | Variation de stock  |  |                |         |
|   | Achats de matières et autres approvisionnements                       |  |                |         |
|   | Variation de stock  |  |                |         |
|   | Autres achats et charges externes                                     |  | 311 978        | 315 019 |
|   | Aides financières   | Subvention accordées par l'association |                |         |
|   | Impôts, taxes et versements assimilés                                 |  | 12 902         | 10 277  |
|   | Salaires et traitements   |  | 297 194        | 297 075 |
|   | Charges sociales  |  | 105 018        | 106 463 |
|   | Dotation aux amortissements et dépréciations                          |  | 3 970          | 4 539   |
|   | Dotation aux provisions   |  |                |         |
| Reports en fonds dédiés   |   |  |                |         |
| Autres charges  |   | 45 590                                 | 50 462         |         |
| <b>Total des charges d'exploitation</b>   |   | <b>776 652</b>                         | <b>783 836</b> |         |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>  |   | <b>(5 840)</b>                         | <b>25 410</b>  |         |

# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

|   |  | 31/12/2020     | 31/12/2019     |
|---|--|----------------|----------------|
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>  |  | <b>(5 840)</b> | <b>25 410</b>  |
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>  | De participation<br>D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé<br>Autres intérêts et produits assimilés<br>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges<br>Différences positives de change<br>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 602            | 304            |
|   | <b>Total des produits financiers</b>   | <b>602</b>     | <b>304</b>     |
| <b>CHARGES FINANCIÈRES</b>  | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions<br>Intérêts et charges assimilées<br>Différences négatives de change<br>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement   |                |                |
|   | <b>Total des charges financières</b>   |                |                |
| <b>RESULTAT FINANCIER</b>   |  | <b>602</b>     | <b>304</b>     |
| <b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>  |  | <b>(5 238)</b> | <b>25 715</b>  |
| <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>   | Sur opérations de gestion<br>Sur opérations en capital<br>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges  |                |                |
|   | <b>Total des produits exceptionnels</b>  |                |                |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>  | Sur opérations de gestion<br>Sur opérations en capital<br>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions  |                |                |
|   | <b>Total des charges exceptionnelles</b>   |                |                |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>  |  |                |                |
| Participation des salariés aux résultats<br>Impôts sur les bénéfices<br>(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs<br>(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées |  | 96             |                |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>   |  | <b>771 413</b> | <b>809 550</b> |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>  |  | <b>776 748</b> | <b>783 836</b> |
| <b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>  |  | <b>(5 334)</b> | <b>25 715</b>  |
| <b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>  |  |                |                |
| Dons en nature<br>Prestations en nature<br>Bénévolat  |  | 11 236         | 69 098         |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>11 236</b>  | <b>69 098</b>  |
| <b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>  |  |                |                |
| Secours en nature<br>Mise à disposition gratuite de biens<br>Prestations<br>Personnel bénévole  |  | 11 236         | 69 098         |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>11 236</b>  | <b>69 098</b>  |

9



# Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

| <b>SOMMAIRE</b>  | <b>page</b> |
|--|-------------|
| - OBJET SOCIAL   | 08          |
| - NATURE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES  | 08          |
| - MOYENS   | 08          |
| - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE   | 10          |
| - REGLES ET METHODES COMPTABLES :  | 11          |
| - Principes et conventions générales   | 11          |
| - Changement de méthode  | 11          |
| - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN :   | 12          |
| - Etat des immobilisations   | 12          |
| - Etat des amortissements  | 13          |
| - Etat des échéances des créances et des dettes  | 14          |
| - Evaluation des immobilisations corporelles   | 15          |
| - Evaluation des amortissements  | 15          |
| - Evaluation des créances et des dettes  | 15          |
| - Disponibilités en euros  | 15          |
| - Charges à payer  | 15          |
| - Charges constatées d'avance  | 16          |
| - Variation des fonds propres  | 17          |
| - COMPARATIF N / N-1 DU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT SELON<br>LE REGLEMENT ANC N° 2018-06 | 18          |
| - COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION  | 24          |
| - COMPTE EMPLOIS RESSOURCES  | 26          |
| - ANNEXE CROD & CER  | 28          |
| - CER 2019   | 32          |

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **297 968** euros
  
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
  - un total produits de **771 413** euros
  - un total charges de **776 748** euros
  
  - dégage un résultat de **-5 334** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2020**
- finit le **31/12/2020**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux ) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association FOODWATCH FRANCE** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.



# Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

## OBJET SOCIAL

L'association a pour objet la défense des intérêts des consommateurs, en particulier dans le secteur des produits alimentaires et dans tous les secteurs qui s'y rattachent directement ou indirectement (communication, santé, énergie, environnement...).

## NATURE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES

Les missions sociales de l'association se traduisent par :

- réaliser ou faire réaliser des activités de recherche et d'analyse à caractère scientifique concernant le secteur des produits alimentaires (production, distribution, commercialisation, consommation,...);
- former, conseiller et informer les consommateurs sur toutes pratiques en matière d'alimentation, notamment sur les pratiques de l'industrie agroalimentaire qui nuisent ou sont susceptibles de nuire aux droits et à la santé des consommateurs;
- promouvoir les droits matériels et moraux des consommateurs, en particulier le droit de se voir proposer des produits alimentaires de qualité sans risques pour la santé et le droit de bénéficier d'une information fiable et transparente;
- représenter les consommateurs au niveau local, national et international auprès des pouvoirs publics, des institutions européennes, des instances internationales et de toute autorité ou organisme compétent;
- exercer toute action en justice visant à défendre les intérêts collectifs et individuels des consommateurs, membres ou non de l'association, devant toutes juridictions nationales, européennes et internationales.

## MOYENS

- réaliser en toute indépendance des activités de recherche et d'analyse de caractère scientifique;
- informer le public et former les consommateurs sur les résultats de ces recherches et enquêtes par le biais de tous supports, notamment écrits ou électroniques;
- tenir des réunions d'information;
- tenir des permanences;
- exercer des activités d'accueil des consommateurs, d'expertise et de règlement amiable des litiges;

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

- organiser des formations, réunions, congrès, conférences, séminaires, colloques...;
- réaliser et diffuser des publications (résultats des recherches, études, analyses, rapports et comptes rendus des réunions, congrès, conférences, séminaires, colloques...;
- organiser des manifestations, des événements d'ampleur et des campagnes de sensibilisation;
- participer à d'autres publications dont les buts sont conformes à ceux de l'association;
- assurer une représentation effective et permanente des consommateurs et réaliser des démarches auprès des pouvoirs publics, institutions européennes et instances internationales compétentes pour solliciter et provoquer des mesures législatives ou réglementaires nécessaires à la défense et à la promotion des droits des consommateurs;
- le cas échéant, exercer en justice les droits reconnus à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif des consommateurs;
- le cas échéant, demander en justice toute mesure destinée à faire cesser des agissements illicites ou à supprimer dans le contrat ou le type de contrat proposé aux consommateurs une clause illicite;
- le cas échéant, agir devant les juridictions compétentes afin d'obtenir la réparation des préjudices individuels subis par des consommateurs placés dans une situation identique ou similaire et ayant pour origine commune un manquement d'un même professionnel à ses obligations légales ou contractuelles;
- de façon plus générale, mettre en œuvre tous les autres moyens susceptibles de concourir directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

### **FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

Foodwatch Allemagne (fw.eV) a consenti à Foodwatch France (fw.FR) lors de ses premières années de lancement des prêts d'un montant total de 760K. Ces prêts ont fait l'objet d'accords de subordination suivant lesquels ils ne sont remboursables qu'en cas de liquidation de fw.FR après remboursement des autres créanciers, ou si le total de l'actif dépasse le montant total des dettes, dette à fw.eV incluse.

### **Conséquences de l'événement Covid-19**

L'événement COVID-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement COVID-19 sur ses comptes.

### **Méthodologie suivie**

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement COVID-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

### **Impact du covid 19 sur l'activité en 2020**

La pandémie COVID-19 constatée depuis le 11 mars 2020 a eu un impact limité sur les opérations en 2020, et s'est traduite par une diminution des charges et de l'aide financière de fw.EV, par rapport au budget initial.

La pandémie n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière de l'association.

La direction, au regard de la situation financière actuelle et des dispositifs mises en œuvre, n'identifie pas à ce jour d'incertitude significative relative à la continuité d'exploitation.



# Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### Principes et conventions générales

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 du Comité de la Réglementation Comptable qui codifie les règles spécifiques applicables aux associations.

fw.FR prend également en compte, les dispositions du règlement CRC n°2004-06 sur la définition et l'évaluation des actifs (non significatifs pour fw.FR), ainsi que le règlement CRC 2008-12 fixant les règles d'élaboration du Compte d'Emploi Annuel des Ressources ainsi qu'au règlement ANC 2014-03, relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base: Continuité de l'exploitation, Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre, Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Changement de méthode

Les comptes annuels ont été établis en application du règlement ANC n°2018-06, considéré comme un changement de méthode comptable.

La colonne 2020 du compte de résultat et du bilan est présentée selon le règlement ANC n°2018-06, tandis que la colonne 2019 reste présentée selon le règlement CRC n°99-01.

L'impact du règlement ANC n°2018-06 sur les comptes annuels de Foodwatch France s'observe principalement au niveau du changement de présentation du Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du public, et de la présentation d'un Compte de Résultat par Origine et Destination.

# Immobilisations

Etat exprimé en euros

|  | Valeurs<br>brutes début<br>d'exercice | Mouvements de l'exercice |              |               |              | Valeurs<br>brutes au<br>31/12/2020 |
|--|---------------------------------------|--------------------------|--------------|---------------|--------------|------------------------------------|
|  |                                       | Augmentations            |              | Diminutions   |              |                                    |
|  |                                       | Révaluations             | Acquisitions | Virent p.à p. | Cessions     |                                    |
| <b>INCORPORELLES</b>   |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Frais d'établissement et de développement                                      |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Donations temporaires d'usufruit   |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Autres   | 328                                   |                          |              |               |              | 328                                |
| <b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>                                     | <b>328</b>                            |                          |              |               |              | <b>328</b>                         |
| <b>CORPORELLES</b>   |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Terrains   |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Constructions sur sol propre<br>sur sol d'autrui<br>instal. agencé aménagement |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Instal technique, matériel outillage industriels                               |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Instal., agencement, aménagement divers  |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Matériel de transport  |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier                                   | 20 944                                |                          | 2 447        |               | 1 160        | 22 231                             |
| Emballages récupérables et divers  |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Immobilisations corporelles en cours   |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Avances et acomptes  |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| <b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                                       | <b>20 944</b>                         |                          | <b>2 447</b> |               | <b>1 160</b> | <b>22 231</b>                      |
| <b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS<br/>DESTINES A ETRE CEDES</b>             |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| <b>FINANCIERES</b>   |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Participations évaluées en équivalence   |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Autres participations  | 61                                    |                          |              |               |              | 61                                 |
| Autres titres immobilisés  |                                       |                          |              |               |              |                                    |
| Prêts et autres immobilisations financières                                    | 6 870                                 |                          | 95           |               |              | 6 965                              |
| <b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>                                       | <b>6 931</b>                          |                          | <b>95</b>    |               |              | <b>7 026</b>                       |
| <b>TOTAL</b>   | <b>28 203</b>                         |                          | <b>2 542</b> |               | <b>1 160</b> | <b>29 585</b>                      |

9

## Amortissements

Etat exprimé en euros

|  | Amortissements<br>début<br>d'exercice | Mouvements de l'exercice |             | Amortissements<br>au<br>31/12/2020 |
|--|---------------------------------------|--------------------------|-------------|------------------------------------|
|  |                                       | Dotations                | Diminutions |                                    |
| <b>INCORPORELLES</b>                             |                                       |                          |             |                                    |
| Frais d'établissement et de développement        |                                       |                          |             |                                    |
| Donations temporaires d'usufruit                 |                                       |                          |             |                                    |
| Autres   | 328                                   |                          |             | 328                                |
| <b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>       | <b>328</b>                            |                          |             | <b>328</b>                         |
| <b>CORPORELLES</b>                               |                                       |                          |             |                                    |
| Terrains   |                                       |                          |             |                                    |
| Constructions sur sol propre                     |                                       |                          |             |                                    |
| sur sol d'autrui                                 |                                       |                          |             |                                    |
| instal. agencement aménagement                   |                                       |                          |             |                                    |
| Instal technique, matériel outillage industriels |                                       |                          |             |                                    |
| Autres instal., agencement, aménagement divers   |                                       |                          |             |                                    |
| Matériel de transport                            |                                       |                          |             |                                    |
| Matériel de bureau, mobilier                     | 14 844                                | 3 970                    |             | 18 814                             |
| Emballages récupérables et divers                |                                       |                          |             |                                    |
| <b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>         | <b>14 844</b>                         | <b>3 970</b>             |             | <b>18 814</b>                      |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>15 172</b>                         | <b>3 970</b>             |             | <b>19 142</b>                      |





## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

|                             |   | 31/12/2020    | 1 an au plus  | plus d'1 an  |
|-----------------------------|---|---------------|---------------|--------------|
| <b>CREANCES</b>             | Créances rattachées à des participations                      |               |               |              |
|                             | Prêts   |               |               |              |
|                             | Autres immobilisations financières                            | 6 965         |               | 6 965        |
|                             | Clients, usagers douteux ou litigieux                         |               |               |              |
|                             | Autres créances clients, usagers                              | 7 665         | 7 665         |              |
|                             | Créances représentatives des titres prêtés                    |               |               |              |
|                             | Personnel et comptes rattachés                                |               |               |              |
|                             | Sécurité sociale et autres organismes sociaux                 |               |               |              |
|                             | Impôts sur les bénéfices                                      |               |               |              |
|                             | Taxes sur la valeur ajoutée                                   |               |               |              |
|                             | Autres impôts, taxes versements assimilés                     |               |               |              |
|                             | Divers  |               |               |              |
|                             | Confédération, fédération, union, entités affiliées           |               |               |              |
|                             | Créances reçues par legs ou donations                         |               |               |              |
|                             | Débiteurs divers  | 2 003         | 2 003         |              |
| Charges constatées d'avance | 11 135  | 11 135        |               |              |
|                             | <b>TOTAL DES CREANCES</b>                                     | <b>27 769</b> | <b>20 803</b> | <b>6 965</b> |
|                             | Prêts accordés en cours d'exercice                            |               |               |              |
|                             | Remboursements obtenus en cours d'exercice                    |               |               |              |
|                             | Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) |               |               |              |

|  |   | 31/12/2020     | 1 an au plus   | 1 à 5 ans | plus de 5 ans  |
|--|---|----------------|----------------|-----------|----------------|
| <b>DETTES</b>                              | Emprunts obligataires convertibles                    |                |                |           |                |
|  | Autres emprunts obligataires                          |                |                |           |                |
|  | Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine  |                |                |           |                |
|  | Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine |                |                |           |                |
|  | Emprunts et dettes financières divers                 | 760 000        |                |           | 760 000        |
|  | Fournisseurs et comptes rattachés                     | 38 833         | 38 833         |           |                |
|  | Dettes des legs ou donations                          |                |                |           |                |
|  | Personnel et comptes rattachés                        | 24 735         | 24 735         |           |                |
|  | Sécurité sociale et autres organismes sociaux         | 39 963         | 39 963         |           |                |
|  | Impôts sur les bénéfices                              |                |                |           |                |
|  | Taxes sur la valeur ajoutée                           |                |                |           |                |
|  | Obligations cautionnées                               |                |                |           |                |
|  | Autres impôts, taxes et assimilés                     | 16 000         | 16 000         |           |                |
|  | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés       |                |                |           |                |
|  | Confédération, fédération, union, entités affiliées   |                |                |           |                |
|  | Autres dettes   | 10 973         | 10 973         |           |                |
| Dettes représentatives de titres empruntés |   |                |                |           |                |
| Produits constatés d'avance                |   |                |                |           |                |
|  | <b>TOTAL DES DETTES</b>                               | <b>890 504</b> | <b>130 504</b> |           | <b>760 000</b> |
|  | Emprunts souscrits en cours d'exercice                |                |                |           |                |
|  | Emprunts remboursés en cours d'exercice               |                |                |           |                |
|  | Emprunts dettes associés (personnes physiques)        |                |                |           |                |

## Annexe libre

Etat exprimé en euros

### Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation des ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

### Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes:

| Catégorie                   | Mode     | Durée       |
|-----------------------------|----------|-------------|
| Constructions               | Linéaire | 10 à 50 ans |
| Agencements et aménagements | Linéaire | 10 à 20 ans |
| Installations techniques    | Linéaire | 5 à 10 ans  |
| Matériels et outillages     | Linéaire | 5 à 10 ans  |
| Matériel de transport       | Linéaire | 4 à 5 ans   |
| Matériel de bureau          | Linéaire | 5 à 10 ans  |
| Mobilier                    | Linéaire | 5 à 10 ans  |

### Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Disponibilités en euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Charges à payer

| Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|---------|
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                               | 402     |
| Dettes fiscales et sociales  | 36 618  |
| Autres dettes  | 10 973  |
| Total  | 47 993  |

## Charges constatées d'avance

| Etat exprimé en euros                         | Période | Montants | 31/12/2020    |
|---|---------|----------|---------------|
| Charges constatées d'avance - EXPLOITATION    |         | 11 135   | 11 135        |
| Charges constatées d'avance - FINANCIERES     |         |          |               |
| Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES |         |          |               |
| <b>TOTAL</b>                                  |         |          | <b>11 135</b> |

|  |
|--|
|  |
|--|



## Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

|  | Fds propres<br>clôture<br>31/12/2019 | Affectation du<br>résultat N-1 |                                 | Augmentation |                                 | Diminution ou<br>consommation |                                 | Fds propres<br>clôture<br>31/12/2020 |
|--|--------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|--------------|---------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|
|  | Montant                              | Montant                        | dont<br>générosité<br>du public | Montant      | dont<br>générosité<br>du public | Montant                       | dont<br>générosité<br>du public | Montant                              |
| Fonds propres sans droit de reprise    |                                      |                                |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                      |
| Fonds propres avec droit de reprise    |                                      |                                |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                      |
| Ecarts de réévaluation                 |                                      |                                |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                      |
| Réserves statutaires ou contractuelles |                                      |                                |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                      |
| Réserves pour projet de l'entité       |                                      |                                |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                      |
| Autres réserves                        |                                      |                                |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                      |
| Report à nouveau                       | (612 917)                            | 25 715                         |                                 |              |                                 |                               |                                 | (587 202)                            |
| Excédent ou déficit de l'exercice      | 25 715                               | (25 715)                       |                                 |              |                                 | 5 334                         |                                 | (5 334)                              |
| <b>Situation nette</b>                 | <b>(587 202)</b>                     |                                |                                 |              |                                 | <b>5 334</b>                  |                                 | <b>(592 537)</b>                     |
| Dotations consommables                 |                                      |                                |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                      |
| Subventions d'investissement           |                                      |                                |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                      |
| Provisions réglementées                |                                      |                                |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                      |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>(587 202)</b>                     |                                |                                 |              |                                 | <b>5 334</b>                  |                                 | <b>(592 537)</b>                     |

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

### - COMPARATIF N / N-1 DU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT SELON LE REGLEMENT ANC n°2018-06

Les tableaux ci après présentent l'exercice 2019 retraité selon le règlement ANC n°2018-06, dans le but de présenter un bilan et compte de résultat comparable entre 2019 et 2020.



## Etat comparatif - Bilan Actif (selon ANC 2018-06)

| Etat exprimé en euros   |  | 31/12/2020     |                   |                | 31/12/2019     |
|---|--|----------------|-------------------|----------------|----------------|
|   |  | Brut           | Amort. et Dépréc. | Net            | Net            |
| ACTIF IMMOBILISE  | <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>               |                |                   |                |                |
|   | Frais d'établissement                              |                |                   |                |                |
|   | Frais de recherche et de développement             |                |                   |                |                |
|   | Donations temporaires d'usufruit                   |                |                   |                |                |
|   | Concessions brevets droits similaires              | 328            | 328               |                |                |
|   | Fonds commercial (1)                               |                |                   |                |                |
|   | Autres immobilisations incorporelles (1)           |                |                   |                |                |
|   | Immobilisations incorporelles en cours             |                |                   |                |                |
|   | Avances et acomptes                                |                |                   |                |                |
|   | <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                 |                |                   |                |                |
|   | Terrains   |                |                   |                |                |
|   | Constructions                                      |                |                   |                |                |
|   | Installations techniques, mat. et outillage indus. |                |                   |                |                |
|   | Autres immobilisations corporelles                 | 22 231         | 18 814            | 3 417          | 6 100          |
| Immobilisations grevées de droits                               |  |                |                   |                |                |
| Immobilisations corporelles en cours                            |  |                |                   |                |                |
| Avances et acomptes   |  |                |                   |                |                |
| <b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DES TINES A ETRE CEDES</b> |  |                |                   |                |                |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>                          |  |                |                   |                |                |
| Participations évaluées selon mise en équival.                  |  |                |                   |                |                |
| Autres participations   | 61   |                | 61                | 61             |                |
| Créances rattachées à des participations                        |  |                |                   |                |                |
| Autres titres immobilisés                                       |  |                |                   |                |                |
| Prêts   |  |                |                   |                |                |
| Autres immobilisations financières                              | 6 965  |                | 6 965             | 6 870          |                |
| <b>TOTAL ( I )</b>  | <b>29 585</b>                                      | <b>19 142</b>  | <b>10 443</b>     | <b>13 031</b>  |                |
| ACTIF CIRCULANT   | <b>STOCKS ET EN-COURS</b>                          |                |                   |                |                |
|   | Matières premières, approvisionnements             |                |                   |                |                |
|   | En-cours de production de biens                    |                |                   |                |                |
|   | En-cours de production de services                 |                |                   |                |                |
|   | Produits intermédiaires et finis                   |                |                   |                |                |
|   | Marchandises                                       |                |                   |                |                |
|   | Avances et Acomptes versés sur commandes           |                |                   |                | 208            |
|   | <b>CREANCES (3)</b>                                |                |                   |                |                |
|   | Créances clients, usagers et comptes rattachés     | 7 665          |                   | 7 665          | 5 320          |
|   | Créances reçues par legs ou donations              |                |                   |                |                |
| Autres créances   | 2 003  |                | 2 003             |                |                |
| <b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>                          |  |                |                   |                |                |
| <b>DISPONIBILITES</b>   | 266 721  |                | 266 721           | 245 022        |                |
| COMPTES DE REGULARISATION                                       | Charges constatées d'avance                        | 11 135         |                   | 11 135         | 21 423         |
|   | <b>TOTAL ( II )</b>                                | <b>287 524</b> |                   | <b>287 524</b> | <b>271 973</b> |
|   | Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )        |                |                   |                |                |
| Primes de remboursement des obligations ( IV )                  |  |                |                   |                |                |
| Ecart de conversion actif ( V )                                 |  |                |                   |                |                |
| <b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>                                    | <b>317 109</b>                                     | <b>19 142</b>  | <b>297 968</b>    | <b>285 003</b> |                |
| (1) dont droit au bail  |  |                |                   | 6 870          |                |
| (2) dont à moins d'un an  |  |                |                   |                |                |
| (3) dont à plus d'un an   |  |                |                   |                |                |

# Etat comparatif - Bilan Passif (selon ANC 2018-06)

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

|  |  | 31/12/2020   | 31/12/2019       |
|--|--|--|------------------|
| <b>FONDS PROPRES</b>                             | <b>Fonds propres sans droit de reprise</b>                                   | <b>Fonds propres</b>   |                  |
|  | Fonds propres statutaires  | Fonds associatifs sans droit de reprise<br><i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subv d'inv affectées à des biens renouv</i> |                  |
|  | Fonds propres complémentaires  | Ecarts de réévaluation   |                  |
|  | <b>Fonds propres avec droit de reprise</b>                                   | Réserves   |                  |
|  | Fonds propres statutaires  | Réserves statutaires ou contractuelles   |                  |
|  | Fonds propres complémentaires  | Réserves pour projet de l'entité   |                  |
|  | Ecarts de réévaluation   | Autres   |                  |
|  | Réserves   | Report à nouveau   | (587 202)        |
|  | Réserves statutaires ou contractuelles                                       | Résultat de l'exercice   | (5 334)          |
|  | Réserves pour projet de l'entité   | <b>Total des fonds propres</b>   | <b>(592 537)</b> |
| Autres   | Fonds associatifs avec droit de reprise                                      |  |                  |
| Report à nouveau                                 | - Apports  |  |                  |
| Excédent ou déficit de l'exercice                | - Legs et donations  |  |                  |
| <b>Total des fonds propres (situation nette)</b> | - Subv d'inv affectées biens renouv  |  |                  |
|  | Droits des propriétaires   |  |                  |
|  | Ecarts de réévaluation   |  |                  |
|  | Fonds propres consommables   |  |                  |
|  | Subventions d'investissement   |  |                  |
|  | Subv d'inv sur biens non renouv  |  |                  |
|  | Provisions réglementées  |  |                  |
|  | Provisions réglementées  |  |                  |
|  | <b>Total des autres fonds propres</b>  |  |                  |
|  | <b>Total des fonds propres   Total des fonds associatifs</b>                 | <b>(592 537)</b>   | <b>(587 202)</b> |
| <b>Fonds reportés et dédiés</b>                  | Fonds reportés liés aux legs ou donations                                    | Fonds dédiés sur legs et donations   |                  |
|  | Fonds dédiés sur subventions d'exploitation                                  | Sur subventions de fonctionnement  |                  |
|  | Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes               | Sur dons manuels   |                  |
|  | Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public                  |  |                  |
|  | <b>Total des fonds reportés et dédiés</b>                                    |  |                  |
| <b>Provisions</b>                                | Provisions pour risques  |  |                  |
|  | Provisions pour charges  |  |                  |
|  | <b>Total des provisions</b>  |  |                  |
| <b>DETTES (1)</b>                                | <b>DETTES FINANCIERES</b>  |  |                  |
|  | Emprunts obligataires convertibles   |  |                  |
|  | Autres emprunts obligataires   |  |                  |
|  | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)                      |  |                  |
|  | Emprunts et dettes financières divers  | 760 000  | 760 000          |
|  | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours                             |  |                  |
|  | <b>DETTES D'EXPLOITATION</b>   |  |                  |
|  | Dettes fournisseurs et comptes rattachés                                     | 38 833   | 22 338           |
|  | Dettes des legs ou donations   |  |                  |
|  | Dettes fiscales et sociales  | 80 698   | 82 568           |
| <b>DETTES DIVERSES</b>                           |  |  |                  |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés  |  |  |                  |
| Autres dettes                                    | 10 973   | 7 300  |                  |
| Produits constatés d'avance                      |  |  |                  |
|  | <b>Total des dettes</b>  | <b>890 504</b>   | <b>872 206</b>   |
|  | Ecarts de conversion passif  |  |                  |
|  | <b>TOTAL PASSIF</b>  | <b>297 968</b>   | <b>285 003</b>   |
|  | Résultat de l'exercice exprimé en centimes                                   | (5 334,21)   | 25 714,53        |
|  | (1) Dont à moins d'un an   | 130 504  | 872 206          |
|  | (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP |  |                  |

M

# Etat comparatif - Compte de Résultat (selon ANC 2018-06)

1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

|   |   | 12 mois        | 12 mois |
|---|---|----------------|---------|
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>  | Cotisations   Cotisations   | 90             |         |
|   | Vente de biens et services  |                |         |
|   | Ventes de biens   Ventes mses, produits fabriqués                           |                |         |
|   | dont ventes de dons en nature   |                |         |
|   | Ventes de prestations de service   Prestations de services                  |                |         |
|   | dont parrainages  |                |         |
|   |   |                |         |
|   | Productions stockée   |                |         |
|   | Production immobilisée  |                |         |
|   | Produits de tiers financeurs  |                |         |
|   | Concours publics et subventions d'exploitation   Subventions d'exploitation |                |         |
|   | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable       |                |         |
|   | Ressources liées à la générosité du public                                  |                |         |
|   | Dons manuels   Autres produits  | 406 431        | 201 513 |
|   | Mécénats  |                |         |
| Legs, donations et assurances-vie   Legs et donations                           |   |                |         |
| Contributions financières   | 355 533   |                |         |
|   |   |                |         |
| Autres produits   |   | 599 767        |         |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges |   |                |         |
| Utilisations des fonds dédiés   |   |                |         |
| Autres produits   Autres produits   | 8 757   | 7 966          |         |
|   |   |                |         |
| <b>Total des produits d'exploitation</b>  | <b>770 811</b>  | <b>809 246</b> |         |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>   | Achats de marchandises  |                |         |
|   | Variation de stock  |                |         |
|   | Achats de matières et autres approvisionnements                             |                |         |
|   | Variation de stock  |                |         |
|   | Autres achats et charges externes   | 311 978        | 315 019 |
|   | Aides financières   Subvention accordées par l'association                  |                |         |
|   | Impôts, taxes et versements assimilés                                       | 12 902         | 10 277  |
|   | Salaires et traitements   | 297 194        | 297 075 |
|   | Charges sociales  | 105 018        | 106 463 |
|   | Dotation aux amortissements et dépréciations                                | 3 970          | 4 539   |
|   | Dotation aux provisions   |                |         |
|   | Reports en fonds dédiés   |                |         |
|   | Autres charges  | 45 590         | 50 462  |
|   |   |                |         |
| <b>Total des charges d'exploitation</b>   | <b>776 652</b>  | <b>783 836</b> |         |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>  | <b>(5 840)</b>  | <b>25 410</b>  |         |



# Etat comparatif - Compte de Résultat (selon ANC 2018-06)

1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

| RESULTAT D'EXPLOITATION   |  | (5 840)        | 25 410         |
|---|--|----------------|----------------|
| PRODUITS FINANCIERS   | De participation<br>D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé<br>Autres intérêts et produits assimilés<br>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges<br>Différences positives de change<br>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 602            | 304            |
|   | <b>Total des produits financiers</b>   | <b>602</b>     | <b>304</b>     |
| CHARGES FINANCIÈRES   | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions<br>Intérêts et charges assimilées<br>Différences négatives de change<br>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement   |                |                |
|   | <b>Total des charges financières</b>   |                |                |
| <b>RESULTAT FINANCIER</b>   |  | <b>602</b>     | <b>304</b>     |
| <b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>  |  | <b>(5 238)</b> | <b>25 715</b>  |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS  | Sur opérations de gestion<br>Sur opérations en capital<br>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges  |                |                |
|   | <b>Total des produits exceptionnels</b>  |                |                |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES   | Sur opérations de gestion<br>Sur opérations en capital<br>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions  |                |                |
|   | <b>Total des charges exceptionnelles</b>   |                |                |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>  |  |                |                |
| Participation des salariés aux résultats<br>Impôts sur les bénéfices<br>(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs<br>(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées |  | 96             |                |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>   |  | <b>771 413</b> | <b>809 550</b> |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>  |  | <b>776 748</b> | <b>783 836</b> |
| <b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>  |  | <b>(5 334)</b> | <b>25 715</b>  |
| <b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>  |  |                |                |
| Dons en nature  |  |                |                |
| Prestations en nature   |  | 11 236         | 69 098         |
| Bénévolat   |  |                |                |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>11 236</b>  | <b>69 098</b>  |
| <b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>  |  |                |                |
| Secours en nature   |  |                |                |
| Mise à disposition gratuite de biens  |  |                |                |
| Prestations   |  | 11 236         | 69 098         |
| Personnel bénévole  |  |                |                |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>11 236</b>  | <b>69 098</b>  |

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

### **- COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES (CER) ET COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)**

Les tableaux ci après présentent le compte emploi annuel des ressources (CER) 2020, ainsi que le compte de résultat par origine et destination, conformément au règlement ANCn°2018-06.

Une annexe spécifique au CER et au CROD est présentée à la suite des tableaux.

# Compte de Résultat par Origine et Destination 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

| A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION     |  | 12 mois        | Dont générosité du public | 12 mois        | Dont générosité du public |
|--|--|----------------|---------------------------|----------------|---------------------------|
| <b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>                            | <b>1 - PRODUITS LIÉS A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>                                 |                |                           |                |                           |
|  | 1.1 Cotisations sans contrepartie  | 90             | 90                        |                |                           |
|  | 1.2 Dons, legs et mécénat  |                |                           |                |                           |
|  | - Dons manuels   | 406 431        | 406 431                   | 201 513        | 201 513                   |
|  | - Legs, donations et assurances-vie  |                |                           |                |                           |
|  | - Mécénat  |                |                           |                |                           |
|  | 1.3 Autres produits liés à la générosité du public                                 |                |                           |                |                           |
|  | <b>2 - PRODUITS NON LIÉS A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>                             |                |                           |                |                           |
|  | 2.1 Cotisations avec contrepartie  |                |                           |                |                           |
|  | 2.2 Parrainage des entreprises   |                |                           |                |                           |
| 2.3 Contributions financières sans contrepartie        | 355 533  |                | 599 767                   |                |                           |
| 2.4 Autres produits non liés à la générosité du public | 9 359  |                | 8 271                     |                |                           |
| <b>3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>      |  |                |                           |                |                           |
| <b>4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>    |  |                |                           |                |                           |
| <b>5 - UTILISATIONS DES FONDS DEBIES ANTERIEURS</b>    |  |                |                           |                |                           |
| <b>Total des produits par origine</b>                  | <b>771 413</b>   | <b>406 521</b> | <b>809 550</b>            | <b>201 513</b> |                           |
| <b>CHARGES PAR DESTINATION</b>                         | <b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>   |                |                           |                |                           |
|  | 1.1 Réalisées en France  |                |                           |                |                           |
|  | - Actions réalisées par l'organisme  | 513 065        | 406 521                   | 546 985        | 201 513                   |
|  | - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France    |                |                           |                |                           |
|  | 1.2 Réalisées à l'étranger   |                |                           |                |                           |
|  | - Actions réalisées par l'organisme  |                |                           |                |                           |
|  | - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger |                |                           |                |                           |
|  | <b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>   |                |                           |                |                           |
|  | 2.1 Frais d'appel à la générosité du public  | 189 492        |                           | 153 655        |                           |
|  | 2.2 Frais de recherche d'autres ressources   |                |                           |                |                           |
| <b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>                     | 70 124   |                | 78 657                    |                |                           |
| <b>4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>   | 3 970  |                | 4 539                     |                |                           |
| <b>5 - IMPOT SUR LES BENEFICES</b>                     | 96   |                |                           |                |                           |
| <b>6 - REPORTS EN FONDS DEBIES DE L'EXERCICE</b>       |  |                |                           |                |                           |
| <b>Total des charges par destination</b>               | <b>776 748</b>   | <b>406 521</b> | <b>783 836</b>            |                |                           |
| <b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>                             | <b>- 5 334</b>   |                | <b>25 715</b>             |                |                           |

# Compte de Résultat par Origine et Destination 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

| B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE  |  | 31/12/2020    |                           | 31/12/2019    |                           |
|--|--|---------------|---------------------------|---------------|---------------------------|
|  |  | 12 mois       | Dont générosité du public | 12 mois       | Dont générosité du public |
| <b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>              | <b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>     |               |                           |               |                           |
|  | Bénévolat  |               |                           |               |                           |
|  | Prestations en nature  |               |                           |               |                           |
|  | Dons en nature   |               |                           |               |                           |
|  | <b>2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b> | 11 236        |                           | 69 098        |                           |
| <b>3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE</b>    | Prestations en nature  |               |                           |               |                           |
|  | Dons en nature   |               |                           |               |                           |
|  | <b>Total des produits par origine</b>                                    | <b>11 236</b> |                           | <b>69 098</b> |                           |
| <b>CHARGES PAR DESTINATION</b>           | <b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES</b>               |               |                           |               |                           |
|  | Réalisées en France  | 11 236        |                           | 69 098        |                           |
|  | Réalisées à l'étranger   |               |                           |               |                           |
|  | <b>2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS</b>             |               |                           |               |                           |
|  | <b>3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT</b>                   |               |                           |               |                           |
| <b>Total des charges par destination</b> | <b>11 236</b>  |               | <b>69 098</b>             |               |                           |

# Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public, selon ANC 2018-06 (loi n° 91-772 du 7 août 1991)

1/2

| Etat exprimé en euros   |  | 31/12/2020 | 31/12/2019 | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|--|------------|------------|------------|------------|
| EMPLOIS PAR DESTINATION   |  | 12 mois    | 12 mois    | 12 mois    | 12 mois    |
| <b>EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>  |  |            |            |            |            |
| <b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>  |  |            |            |            |            |
| 1.1 Réalisées en France   |  | 406 521    | 201 513    | 90         | 201 513    |
| - Actions réalisées par l'organisme   |  |            |            |            |            |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France                     |  |            |            |            |            |
| 1.2 Réalisées à l'étranger  |  |            |            |            |            |
| - Actions réalisées par l'organisme   |  |            |            |            |            |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger                  |  |            |            |            |            |
| <b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>  |  |            |            |            |            |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public   |  |            |            |            |            |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources  |  |            |            |            |            |
| <b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>  |  |            |            |            |            |
| TOTAL DES EMPLOIS   |  | 406 521    | 201 513    | 406 521    | 201 513    |
| <b>4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>  |  |            |            |            |            |
| <b>5 - REPORTS EN FONDS DEBIES DE L'EXERCICE</b>  |  |            |            |            |            |
| EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE   |  |            |            |            |            |
| TOTAL   |  | 406 521    | 201 513    | 406 521    | 201 513    |
| <b>RESSOURCES PAR ORIGINE</b>   |  |            |            |            |            |
| <b>RESSOURCES DEL'EXERCICE</b>  |  |            |            |            |            |
| <b>1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>  |  |            |            |            |            |
| 1.1 Cotisations sans contrepartie   |  |            |            |            |            |
| 1.2 Dons, legs et mécénat   |  |            |            |            |            |
| - Dons manuels  |  |            |            |            |            |
| - Legs, donations et assurances-vie   |  |            |            |            |            |
| - Mécénat   |  |            |            |            |            |
| 1.3 Autres produits liés à la générosité du public  |  |            |            |            |            |
| TOTAL DES RESSOURCES  |  |            |            | 406 521    | 201 513    |
| <b>2 - REPRIS SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>   |  |            |            |            |            |
| <b>3 - UTILISATIONS DES FONDS DEBIES ANTERIEURS</b>   |  |            |            |            |            |
| DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE  |  |            |            |            |            |
| TOTAL   |  |            |            | 406 521    | 201 513    |
| <b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEBIES)</b> |  |            |            |            |            |
| (+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public   |  |            |            |            |            |
| (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice     |  |            |            |            |            |
| <b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEBIES)</b>   |  |            |            |            |            |

# Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public, selon ANC 2018-06 (loi n° 91-772 du 7 août 1991)

2/2

| Etat exprimé en euros  |  | 31/12/2020 | 31/12/2019 | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|--|------------|------------|------------|------------|
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE                          | CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE                                  | 12 mois    | 12 mois    | 12 mois    | 12 mois    |
| <b>EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>                                 | <b>RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>                                      |            |            |            |            |
| <b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES</b>   | <b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b> |            |            |            |            |
| Réalisées en France  | Bénévolat  |            |            |            |            |
| Réalisées à l'étranger                                       | Prestations en nature  |            |            |            |            |
|  | Dons en nature   |            |            |            |            |
| <b>2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS</b> |  |            |            |            |            |
| <b>3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT</b>       |  |            |            |            |            |
| <b>TOTAL</b>   | <b>TOTAL</b>   |            |            |            |            |

Tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public

|  |   | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|---|------------|------------|
| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC                            | FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 12 mois    | 12 mois    |
| <b>FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE</b> |   |            |            |
| (-) Utilisation  |   |            |            |
| (+) Report   |   |            |            |
| <b>FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC FIN D'EXERCICE</b>      |   |            |            |

29

# Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

## **ANNEXE DU CROD (Compte de Résultat par Origine et Destination) et du CER (Compte de l'Emploi des Ressources)**

### **1. PRESENTATION DU CROD et du CER**

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER), figure en annexe des comptes annuels, conformément à l'ordonnance n° 2005-856 du 28 juillet 2005.

Sa présentation a été modifiée par le règlement ANC n°2018-06.

Le CER de l'exercice 2020 a été établi selon le règlement ANC n°2018-06.

Le CER de l'exercice 2019 est également présenté en annexe, celui ci ayant été établi en 2019 selon le règlement du CRC n°2008-12, afférant à l'établissement des associations et fondations modifiant le règlement n°99-01.

### **2. METHODE D'ELABORATION**

Le CROD est constitué de deux colonnes contenant des informations chiffrées :

- les chiffres concernant les emplois et les ressources présentés dans la colonne « TOTAL » correspondent aux charges et aux produits du compte de résultat au 31 décembre 2020.
- les chiffres indiqués dans la colonne « Dont générosité du public » font ressortir spécifiquement les opérations liées à la générosité du public.

Le CER correspond à la colonne « Dont générosité du public » du CROD et il est constitué de deux parties :

- la partie droite présente les chiffres concernant les ressources collectées auprès du public (« Ressources par origine »).
- la partie gauche présente les chiffres concernant les emplois effectués avec les ressources collectées auprès du public (« emplois par destination »).

Les charges et produits du compte de résultat sont affectés analytiquement à des catégories définies par foodwatch selon leur origine et leur utilisation. Ces catégories sont ensuite affectées aux différentes rubriques du CROD et du CER soit de façon :

- directe > affectable à 100% à une catégorie.
- non directe > affectable en fonction de clés explicitées ci-après.

# Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

## 3. RESSOURCES

### 3.1. Ressources liées à la générosité du public (§ 1)

Ces ressources sont définies comme suit par foodwatch France :

- cotisations des membres sans contrepartie - § 1.1
- dons manuels des particuliers non affectés - § 1.2

### 3.2. Ressources non liées à la générosité du public (§ 2)

Ces ressources sont définies comme suit par foodwatch France :

- contributions financières sans contrepartie - § 2.3 - Elles ont été versées à l'association par diverses entités du monde associatif dont foodwatch international en particulier pour lui laisser le temps de faire monter en puissance sa collecte de fonds reçus du public.
- autres produits non liés à la générosité du public- § 2.4 - qui comprennent les produits divers, les remboursements de charges, les produits financiers non issus de la générosité du public et les produits exceptionnels.

Nous rappelons que foodwatch France est une association indépendante et refuse pour cela toute subvention d'entreprises qui pourraient présenter un conflit d'intérêt.

## 4.EMPLOIS

### 4.1. Missions sociales (§1)

foodwatch France a pour objet la défense des intérêts des consommateurs, en particulier dans le secteur des produits alimentaires et dans tous les secteurs qui s'y rattachent directement ou indirectement (communication, santé, énergie, environnement...)

#### Missions sociales réalisées en France / actions réalisées par l'organisme (§ 1.1)

Ce poste inclut :

- des coûts directs :
  - frais liés à l'élaboration et à la mise en œuvre des campagnes (enquêtes, documentation, actions de mobilisation, rendez-vous de plaidoyer avec des décideurs industriels et politiques, actions en justice, etc...)
  - frais liés aux travaux de communication en lien avec nos campagnes (publications, conférences de presse, suivi des médias, etc...)
  - frais liés à nos communications sur les supports dématérialisés (site internet, réseaux sociaux...)



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

- des coûts indirects et donc une quote-part :

- des frais de la Direction Générale (les frais de la Direction Générale sont répartis sur les différentes rubriques d'emploi du CER en fonction du temps dédié).
- des frais liés à la sensibilisation sur nos campagnes par téléphone (au prorata du temps dédié sur les missions sociales).
- des frais des services généraux de l'association (service financier et charges de bureau) (au prorata du temps dédié des personnes employées sur les missions sociales).
- des frais du service donateurs (au prorata du temps dédié des personnes employées sur les missions sociales).

#### 4.2. Frais de recherche de fonds (§2)

foodwatch France a des frais d'appel à la générosité du public (§ 2.1) afin de garantir son indépendance.

Ce poste comprend :

- des coûts indirects et donc une quote-part

- des frais de la Direction Générale (les frais de la Direction Générale sont répartis sur les différentes rubriques d'emploi du CER en fonction du temps dédié).
- des frais liés au télémarketing (au prorata du temps dédié).
- des frais des services généraux de l'association (service financier et charges de bureau) (au prorata du temps dédié des personnes employées sur le suivi des donateurs et les campagnes de télémarketing).
- des frais du service donateurs (au prorata du temps dédié des personnes employées sur le suivi des donateurs et les campagnes de télémarketing).


#### 4.3. Frais de fonctionnement (§ 3)

Ce poste comprend :

- des coûts directs

- frais liés aux membres du bureau du foodwatch (Président, Trésorier et Secrétaire), autres que des rémunérations puisque leurs fonctions sont bénévoles.
- frais de provision comptable sur congés payés.

- des coûts indirects et donc une quote-part

- des frais de la Direction Générale (les frais de la Direction Générale sont répartis sur les
- 

# Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

différentes rubriques d'emploi du CER en fonction du temps dédié)

- des frais des services généraux de l'association (service financier et charges de bureau) (au prorata du temps dédié des personnes employées sur le fonctionnement général de l'association).

## **5. PRINCIPE D'AFFECTION PAR EMPLOI DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC**

Sauf affectation spéciale demandée par les donateurs, les ressources collectées auprès du public dans l'année sont affectées aux emplois selon l'ordre de priorité suivant :

1. Missions sociales réalisées en France
2. Frais d'appel à la générosité du public (afin de garantir l'indépendance financière de foodwatch France)
3. Frais de fonctionnement

En cas d'insuffisance des ressources de l'exercice, les ressources non utilisées des exercices antérieurs seront affectées aux emplois de l'exercice selon le même ordre de priorité.

## **6. EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE**

Les contributions volontaires en nature correspondent à une prestation de service fourni gratuitement pour améliorer le référencement de notre site sur internet. Le montant exact de la prestation nous est indiqué par le prestataire.

Cette prestation est directement affectable en missions sociales, dont le site internet est le support central (signatures de pétitions, contenus des campagnes, abonnements à la Newsletter etc...).



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

### - COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES (CER) 2019

Le CER de l'exercice 2019 est présenté ci après, celui ci ayant été établi en 2019 selon le règlement du CRC n°2008-12, afférant à l'établissement des associations et fondations modifiant le règlement n°99-01.



# COMPTE EMPLOIS RESSOURCES 2019

| A  | B  | C                  | D   |
|--|--|--------------------|---|
| EMPLOIS  | Affection par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur N | RESSOURCES         | Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N |
| Compte de résultat   | =  | Compte de résultat | =   |
| <b>REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DEBIT D'EXERCICE</b>  |  |                    |   |
| <b>1. MISSIONS SOCIALES</b>  |  |                    |   |
| 1.1. Réalisées en France   |  |                    |   |
| - Actions réalisées directement  |  |                    |   |
| - Versement à d'autres organismes agissant en France   | 546 995  |                    | 201 513   |
| 1.2. Réalisées à l'étranger  |  |                    |   |
| - Actions réalisées directement  |  |                    |   |
| - Versement à d'autres organismes agissant en France   |  |                    |   |
| <b>2. FRAIS DE RECHERCHES DE FONDOS</b>  |  |                    |   |
| 2.1. Frais d'appel à la générosité publique  |  |                    |   |
| 2.1.1. Frais de recherche des autres fonds privés  | 153 655  |                    |   |
| 2.1.2. Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics  |  |                    |   |
| <b>3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>  |  |                    |   |
|  | 78 657   |                    |   |
| <b>SOUS TOTAL DES EMPLOIS DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC</b>   |  |                    |   |
| <b>I. - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT</b>   | 779 295  |                    |   |
| <b>II. - DOTATIONS AUX PROVISIONS</b>  | 4 559  |                    |   |
| <b>III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES</b>   |  |                    |   |
| <b>IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>   | 25 715   |                    |   |
| <b>V - TOTAL GENERAL</b>   | <b>809 550</b>   |                    |   |
| <b>VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public</b>  |  |                    |   |
| <b>VII - Réaffectation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public</b> |  |                    |   |
| <b>VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>  | <b>201 513</b>   |                    |   |
| <b>SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE</b>   |  |                    |   |
| <b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>  |  |                    |   |
| Missions sociales  |  |                    |   |
| Frais de recherche de fonds  | 69 098   |                    | 69 098  |
| Frais de fonctionnement et autres charges  |  |                    |   |
| <b>Total</b>   | <b>69 098</b>  |                    | <b>69 098</b>   |

# Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

## Annexe au Compte de l'Emploi des Ressources 2019 (CER)

### 1. PRESENTATION DU COMPTE DE L'EMPLOI DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER), figure en annexe des comptes annuels, conformément à l'ordonnance n° 2005-856 du 28 juillet 2005.

Sa présentation a été modifiée par l'arrêté du 11 décembre 2008 portant homologation du règlement CRC n° 2008-12.

### 2. METHODE D'ELABORATION

Le CER est constitué de quatre colonnes contenant des informations chiffrées :

- les chiffres concernant les emplois et les ressources présentés dans les colonnes **A** et **C** correspondent aux charges et aux produits du compte de résultat au 31 décembre 2019.

- les colonnes **B** et **D** du CER font ressortir spécifiquement les opérations liées à la générosité du public, qu'il s'agisse des ressources ou de l'emploi qui en a été fait.

Les charges et produits du compte de résultat sont affectés analytiquement à des catégories définies par foodwatch selon leur origine et leur utilisation. Ces catégories sont ensuite affectées aux différentes rubriques du CER soit de façon :

- directe > affectable à 100% à une catégorie du CER
- non directe > affectable en fonction de clés explicitées ci-après.

### 3. RESSOURCES (colonnes C et D)

#### 3.1. Ressources collectées auprès du public (§ 1)

Ces ressources sont définies comme suit par foodwatch France :

- dons des particuliers non affectés - § 1.1

#### 3.2. Autres fonds privés (§ 2)

Les autres fonds privés comprennent les fonds versés par d'autres associations ou fondations sous forme de mécénat, partenariats, ou tout autre concours, et en particulier par foodwatch Allemagne.

Nous rappelons que foodwatch France est une association indépendante et refuse pour cela toute subvention d'entreprises qui pourraient présenter un conflit d'intérêt.

#### 3.3. Autres produits (§ 4)

Les « autres produits » comprennent les produits divers, les remboursements de charges, les produits

# Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

financiers non issus de la générosité du public et les produits exceptionnels.

## 4. EMPLOIS (colonnes A et B)

### 4.1. Missions sociales (§1)

foodwatch France a pour objet la défense des intérêts des consommateurs, en particulier dans le secteur des produits alimentaires et dans tous les secteurs qui s'y rattachent directement ou indirectement (communication, santé, énergie, environnement...)

#### Missions sociales réalisées en France / actions réalisées directement (§ 1.1)

Ce poste inclut :

- des coûts directs :

- frais liés à l'élaboration et à la mise en œuvre des campagnes (enquêtes, documentation, actions de mobilisation, rendez-vous de plaidoyer avec des décideurs industriels et politiques, actions en justice, etc...)
- frais liés aux travaux de communication en lien avec nos campagnes (publications, conférences de presse, suivi des médias, etc...)
- frais liés à nos communications sur les supports dématérialisés (site internet, réseaux sociaux...)

- des coûts indirects et donc une quote-part :

- des frais de la Direction Générale (les frais de la Direction Générale sont répartis sur les différentes rubriques d'emploi du CER en fonction du temps dédié).
- des frais liés à la sensibilisation sur nos campagnes par téléphone (au prorata du temps dédié sur les missions sociales).
- des frais des services généraux de l'association (service financier et charges de bureau) (au prorata du temps dédié des personnes employées sur les missions sociales).
- des frais du service donateurs (au prorata du temps dédié des personnes employées sur les missions sociales).

### 4.2. Frais de recherche de fonds (§2)

foodwatch France a des frais d'appel à la générosité du public (§ 2.1) afin de garantir son indépendance.

Ce poste comprend :

- des coûts indirects et donc une quote-part

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

- des frais de la Direction Générale (les frais de la Direction Générale sont répartis sur les différentes rubriques d'emploi du CER en fonction du temps dédié).
- des frais liés au télémarketing (au prorata du temps dédié).
- des frais des services généraux de l'association (service financier et charges de bureau) (au prorata du temps dédié des personnes employées sur le suivi des donateurs et les campagnes de télémarketing).
- des frais du service donateurs (au prorata du temps dédié des personnes employées sur le suivi des donateurs et les campagnes de télémarketing).

### 4.3. Frais de fonctionnement (§ 3)

Ce poste comprend :

- des coûts directs
  - frais liés aux membres du bureau du foodwatch (Président, Trésorier et Secrétaire), autres que des rémunérations puisque leurs fonctions sont bénévoles.
  - frais de provision comptable sur congés payés.
- des coûts indirects et donc une quote-part
  - des frais de la Direction Générale (les frais de la Direction Générale sont répartis sur les différentes rubriques d'emploi du CER en fonction du temps dédié)
  - des frais des services généraux de l'association (service financier et charges de bureau) (au prorata du temps dédié des personnes employées sur le fonctionnement général de l'association).

### 5. PRINCIPE D'AFFECTATION PAR EMPLOI DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC

Les ressources collectées auprès du public dans l'année sont affectées aux emplois selon l'ordre de priorité suivant :

1. Missions sociales réalisées en France
2. Frais d'appel à la générosité du public (afin de garantir l'indépendance financière de foodwatch France)
3. Frais de fonctionnement

En cas d'insuffisance des ressources de l'exercice, les ressources non utilisées des exercices antérieurs seront affectées aux emplois de l'exercice selon le même ordre de priorité.

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

### 6. EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Les contributions volontaires en nature correspondent à une prestation de service fourni gratuitement pour améliorer le référencement de notre site sur internet. Le montant exact de la prestation nous est indiqué par le prestataire.

Cette prestation est directement affectable en missions sociales, dont le site internet est le support central (signatures de pétitions, contenus des campagnes, abonnements à la Newsletter etc...).

9